

17 janvier 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Pedro Passos Coelho, Premier ministre du Portugal, sur les relations franco-portugaises, l'intervention militaire française au Mali, la prise d'otage en Algérie et sur la Zone euro, à Paris le 17 janvier 2013.

LE PRÉSIDENT : « Mesdames et Messieurs, j'ai reçu le Premier ministre portugais ce matin dans le cadre d'un déplacement qui était prévu depuis plusieurs semaines et qui inscrit dans les bonnes relations que nous avons entre nos deux pays et qui, en outre, permettent à la France comme au Portugal d'avancer sur la voie de la réorientation de l'Europe et de la stabilité de la zone euro.

Mais vous comprendrez bien que, dans le contexte d'aujourd'hui, nous avons évoqué le Mali, l'intervention que la France a décidée au nom de la communauté internationale, la préparation de la force dite MISMA la force africaine pour l'essentiel qui se met en place et l'objectif qui doit être le nôtre : non seulement arrêter l'agression terroriste, c'est en train d'être fait, mais permettre le retour à l'intégrité du Mali et la préparation de élections politiques qui permettront à la démocratie dans ce pays, qui a été longtemps exemplaire, de retrouver tout son rayonnement.

Il y a également ce qui se passe en Algérie sur un site gazier. La situation y est confuse. Je suis en contact permanent avec les autorités algériennes pour que l'issue la meilleure puisse être trouvée. Mais vous comprendrez bien que, dans ces moments, le mieux est de ne rien dire que le moins. Je ne donnerai donc aucune précision sur le nombre de nos compatriotes qui pourraient être éventuellement détenus ou retenus. Ce qui compte, c'est de permettre aux Algériens de pouvoir les libérer.

Je dois dire que le Portugal nous a apporté, ce matin, son soutien le plus total, pour l'intervention que nous faisons au Mali avec les Européens, tous cohérents derrière nous. Parce que c'est une solidarité qui s'impose dans l'épreuve. La lutte contre le terrorisme, on le voit, n'a pas de frontières. Elle nous concerne tous et ce que nous faisons au Mali n'est pas simplement lié à ce pays. On voit bien que nous avons des réseaux terroristes qui, suite notamment à ce qui s'est passé en Libye l'année dernière, se sont installés sur une large partie de l'Afrique de l'Ouest et tentent de déstabiliser des États et d'organiser des trafics. Notre devoir, c'est de mettre un terme et la France prendra toute sa place ».

LE PREMIER MINISTRE (traduction) : « Monsieur le Président, c'est pour moi un grand plaisir d'être ici. Nous avons eu l'occasion, comme le Président vous l'a déjà dit, d'avoir un échange d'idées aussi bien sur les questions européennes que sur le processus d'ajustement économique et financier qui a lieu au Portugal.

Nous avons la même vision commune du travail qu'il faut mener au niveau européen pour qu'il y ait une stabilisation de la zone euro, un renforcement des institutions européennes, et que l'on respecte nos obligations qui figurent dans les traités et que nous avons souscrits le traité sur la gouvernance mais aussi le traité pour la croissance.

Nous devons renforcer les pas que nous faisons déjà afin d'établir une vraie union financière et bancaire en Europe. C'est essentiel afin que tous les pays puissent stabiliser leur programme de

réformes structurelles et revenir à des niveaux de compétitivité et de croissance économique qui permettent de créer des emplois et des opportunités pour tous.

Il est évident, cependant, que les circonstances qui sont connues de tous de l'intervention qui est menée au Mali ainsi que l'information très récente qui concerne la situation en Algérie et la prise d'otages hier ont aussi occupé une bonne partie de nos échanges aujourd'hui. Je peux transmettre au Président le plein soutien du Portugal à l'intervention qui est venue à point nommé et qui est parfaitement justifiée de la France au Mali. Elle correspond à une demande qui a été faite par le Gouvernement du Mali et qui a été soutenue et approuvée par les Nations Unies.

Tout ce qui implique une situation qui peut permettre de faire décroître la menace terroriste en Afrique du Nord apporte une plus grande sécurité à l'Europe elle-même. Il faut donc que les Européens soient parfaitement unis autour cette intervention en étant certains qu'il ne s'agit pas uniquement d'un intérêt mondial mais de notre intérêt en tant que communauté qui est en jeu dans cette situation.

Au-delà de ce soutien politique, nous ne ménagerons pas nos efforts dans le cadre de l'Union européenne en ce qui concerne le Mali, efforts qui seront déployés à l'avenir.

Il faudra tenir compte des possibilités restreintes du Portugal à l'heure actuelle. Comme vous le savez, nous sommes confrontés à de grandes difficultés financières. Nous sommes en train de les surmonter, mais les circonstances actuelles ne nous permettent pas de faire une véritable intervention au niveau militaire. Mais il est évident que nous nous associerons à l'intervention qui sera faite dans le cadre de l'Union européenne, dans le domaine de la formation des forces maliennes.

Pour ce qui est de la situation de la prise d'otages en Algérie, je serai aussi prudent que le Président français. Je considère qu'il est indispensable de laisser de la marge de manœuvre aux autorités algériennes et de coopérer avec elles afin que l'on puisse trouver une solution à la situation. Il faut que les autorités algériennes puissent identifier exactement les otages et quelles puissent aussi trouver une solution à ce problème, de façon à pouvoir garantir l'intégrité des personnes.

J'aimerais une fois de plus remercier le Président pour la rencontre d'aujourd'hui. Je tiens également à dire que nous avons décidé d'une rencontre pendant le deuxième semestre de cette année entre les gouvernements portugais et français, avec le Premier ministre M. AYRAULT. Nous continuerons à travailler ensemble moi-même, le Président François HOLLANDE et tous les autres chefs d'Etat et de gouvernements européens afin que les citoyens européens puissent trouver, chaque fois plus en Europe, une image de espoir dans la construction de leur avenir et, chaque fois moins, une idée de désespérance et d'incertitude par rapport à ce que nous faisons. Cette année sera une année très importante pour que l'on inverse justement les attentes, pour que l'on puisse passer des paroles aux actes et que nous puissions mettre en œuvre une stratégie pas seulement de stabilisation mais aussi de mobilisation des citoyens européens en faveur des réformes que nous menons ».

LE PRESIDENT : « Avant de répondre à vos questions je voudrais revenir sur les trois points qui ont été évoqués lors de notre rencontre, au-delà de ce que j'ai dit du Mali et de la prise d'otages en Algérie.

D'abord, nous nous sommes félicités de nos relations bilatérales. Entre la France et le Portugal il y a des rapports fondés sur l'Histoire, sur une culture commune et aussi sur des hommes et des femmes qui ont migré à un moment, se sont installés en France, ont fondé des familles et parfois sont retournés au Portugal. Nous avons 500 000 ressortissants portugais en France qui ont parfois la double nationalité. Si l'on compte les descendants, cela représente un million et demi de personnes. C'est dire si nous sommes liés par ces forces humaines qui ont contribué à ce que soit la France aujourd'hui.

Nous avons aussi insisté sur nos langues française mais aussi portugaise qui doivent être enseignées dans nos deux pays pour que nous puissions garder, à la fois, les liens et le sens de cette relation exceptionnelle.

Le second sujet a été la zone euro. Nous avons travaillé ensemble ces derniers mois pour introduire des mécanismes de stabilité et aussi pour définir un pacte de croissance. La France

introduire des mécanismes de stabilité et aussi pour définir un pacte de croissance. La France comme le Portugal ont besoin de cette stabilité et de cette croissance. Nous avons maintenant l'union bancaire que nous devons mettre en place le plus vite sera le mieux et nous avons déjà tous les actes qui nous permettent de poser cette union et ce sera donc au cours de l'année 2013 que nous mettrons effectivement en place cette supervision puis, après, la résolution bancaire. Et enfin j'ai souligné les efforts accomplis par le Portugal efforts difficiles, rudes, avec des conséquences pour la population mais qui commencent à porter leurs fruits. Le Portugal aura bientôt accès aux marchés d'ici la fin de l'année, en tout cas c'est ce à quoi vous travaillez et nous sommes d'accord sur la perspective.

Enfin, nous avons les mêmes positions sur le budget européen : nous voulons qu'il soit suffisant, même s'il doit y avoir des économies c'est nécessaire et que la politique agricole commune comme les fonds de cohésion doivent être préservés, parce que ce sont des outils de croissance et au Portugal et en France.

Nous pouvons répondre à vos questions ».

QUESTION : « Monsieur le Président, la semaine dernière, Jean-Claude JUNCKER a défendu la modification des conditions de l'ajustement financier portugais comme récompense pour avoir atteint les objectifs de la Commission européenne, de la BCE et du FMI. Etes-vous d'accord avec cela ? Et une petite question à Monsieur le Premier ministre : au Mali, est-ce que le Portugal ne pourrait pas apporter un autre type d'aide à l'État français que la formation dans le cadre de la guerre en cours ? Je pense à un soutien médical par exemple ».

LE PREMIER MINISTRE : « Je réponds tout de suite à cette question. Il me semble que les forces armées portugaises pourront surtout fournir leur contribution au niveau de la formation. Il s'agit d'une expérience que nous avons déjà eue sur d'autres théâtres d'opération où nos forces armées ont déjà participé notamment en Somalie et en Afghanistan. Nous y avons eu des réussites. Il me semble que cet objectif est faisable pour nous et correspond aussi à nos possibilités financières. Nous avons des institutions portugaises non publiques qui sont souvent présentes quand il y a des situations de cette nature. Je pense ici à Médecins sans frontières et à d'autres organisations encore qui sont des organisations non gouvernementales. Je préfère ne pas m'avancer là-dessus étant donné que je ne connais pas les intentions ou les projets de ces organisations portugaises et si elles souhaitent ou non participer aux actions au Mali.

Maintenant, s'il s'agit d'envoyer des effectifs militaires sur les théâtres d'opérations au Mali, cela dépasse nos possibilités actuelles. Ce que nous souhaitons surtout, c'est participer dans le cadre européen à la formation des forces maliennes. Elles devront dès que les conditions auront été rétablies permettre de rétablir le contrôle des territoires.

J'aimerais encore saisir cette occasion pour ajouter un commentaire à ce que le Président HOLLANDE a dit au sujet du budget européen. Ce que j'ai souhaité dire ici, c'est que nous sommes persuadés qu'il est nécessaire et même indispensable de trouver un accord entre les 27 États membres afin d'approuver le plus vite possible notre cadre financier pluriannuel que nous devons adopter. Il faut concilier les positions de tous les États membres.

Les questions qui concernent les fonds de cohésion et la Politique agricole commune suscitent à l'heure actuelle une forte convergence entre nos gouvernements. Elles pourraient même susciter un consensus plus élargi au niveau européen. S'il faut procéder à de nouvelles coupes pour que l'on puisse avoir un accord plus large, il faut que ces coupes épargnent ces deux domaines qui sont essentiels pour que nous puissions être à la hauteur des défis de croissance et de compétitivité des prochaines années. Au moment où l'Europe doit parier sur une relance économique, nous ne pouvons pas couper des ressources dans les outils les plus importants pour la croissance de nos économies. Ce sont justement les moyens qui nous viennent des fonds de cohésion et de la PAC ».

LE PRÉSIDENT : « Je réponds à votre première question sur la proposition de Monsieur JUNCKER. Je crois qu'elle est bonne et qu'elle va dans le sens souhaité. Il exprimait là, je l'espère, ce qui pourrait être la position de l'Eurogroupe le moment venu.

Sur la question du soutien que la France attend des Européens, je veux y répondre avec le plus de clarté possible. Lorsque la France a décidé d'intervenir, dans les circonstances que l'on sait,

.....

suite à une agression terroriste et à la demande du Mali, nous avons pris cette décision en plein soutien avec les Européens. C'était une anticipation par rapport à ce qui devait se faire et qui était prévu par les résolutions du Conseil de sécurité, c'est-à-dire permettre aux forces maliennes de se constituer, engager une force internationale essentiellement composée de contingents africains, afin de permettre le retour à l'intégrité du Mali.

Les Européens avaient une mission dans le cadre de cette opération avant même quelle ne soit accélérée c'était de former les troupes maliennes pour qu'elles remplissent leur objectif. C'est exactement ce qui va se faire aujourd'hui. Tous les Européens vont donc être mobilisés pour la formation de l'armée malienne qui doit assurer le retour à l'intégrité du Mali.

Certains pays européens font davantage notamment par rapport à des matériels qui peuvent nous être apportés ou qui peuvent être donnés aux troupes africaines. Cela peut être des avions de transport pour mettre les troupes, le plus rapidement possible, en situation et cela peut être des avions ravitailleurs, cela peut être également du matériel militaire, mais aussi de l'aide humanitaire et nous en avons besoin.

Et puis il y aura une conférence qui sera organisée pour qu'il y ait des dons qui puissent être apportés. Non pas pour financer cette opération, mais pour permettre au Mali, ensuite, d'assurer au mieux l'après-intervention. Je salue donc ce que vient de dire le Premier ministre Portugais car il est pleinement dans la ligne fixée. Les Européens doivent d'abord former les troupes, les forces maliennes, qui sont sur le terrain au Mali, pour restaurer l'intégrité territoriale du pays.

QUESTION : « Vous avez dit en préambule que vous ne souhaitez pas communiquer le nombre de ressortissants français qui seraient aux mains des islamistes en Algérie. Est-ce que vous pouvez nous dire néanmoins s'il y a effectivement des ressortissants français aux mains des islamistes ? Certains se seraient échappés, un autre a eu un contact avec une rédaction française. Seconde question, pouvez-vous nous dire si la France et vous-même avez pris des mesures, compte tenu des engagements Français en première ligne au Mali, pour assurer la sécurité des Français ici même ou à l'étranger ? ».

LE PRESIDENT : « D'abord, la situation est très confuse sur ce site. Elle évolue heure par heure. Dès lors, toute communication pourrait apparaître presque comme dépassée par les événements. Ensuite, j'ai à l'esprit la vie de nos ressortissants. Il y en avait, il y en a sur cette base, sur ce site. A partir de là, je ne dis rien qui puisse éventuellement les mettre en danger. Je fais toute confiance aux autorités algériennes. Je suis en contact avec elles. Je fais toute confiance aux autorités algériennes pour trouver les solutions les meilleures pour mettre un terme à cette prise d'otages.

Sur votre question concernant la sécurité de nos compatriotes, où qu'ils se trouvent et d'abord ici, sur notre territoire. Le plan Vigipirate a été renforcé, les infrastructures de transport font l'objet de surveillance, les bâtiments publics également. Nos services sont également alertés par rapport à tout ce qui pourrait être réurgence de je ne sais quel phénomène terroriste.

Sur la sécurité de nos ressortissants à l'étranger. Là encore, des mesures ont été prises aussi bien pour nos ambassades, consulats et un certain nombre de bâtiments. Nous avons demandé aux entreprises d'être également très attentives par rapport à tout risque et toute menace. Enfin j'ajoute qu'il y a des lieux, des pays, où mieux vaut que notre présence ne soit pas, dans cette période, trop importante. Je fais confiance également à la lucidité et à la conscience de chacun pour ne pas faire de tourisme là où il n'y a pas nécessité à visiter des sites ».

QUESTION : « Au Portugal, on a coupé les salaires, les pensions, les allocations sociales de chômage. Croyez-vous que ces réformes puissent être possibles en France ? »

QUESTION : « Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous confirmer que le Portugal prépare un retour anticipé au marché ou en tout cas une émission de dette à plus long terme ? »

LE PREMIER MINISTRE : Notre objectif pour cette année est de retourner sur le marché non officiel, je veux dire par là que nous savons que les déboursés prévus dans le cadre du programme appuyé par la Troïka doivent être terminés dans peu de temps. Il nous faut aller plus loin dans l'application de la stratégie que nous avons déjà lancée, de retour sur les marchés. Je vous rappelle qu'au départ nous avons adopté cette stratégie en ayant fait une première

émission, il y a 18 mois, une émission de obligations par le Trésor public. Il y a eu ensuite une offre de décaissements qui a été faite en octobre de l'année dernière, qui nous a permis de décaisser une partie de la dette qui arrivait à échéance en septembre de cette année et de la reporter à 2015. Ceci veut dire que le refinancement de la dette portugaise peut être un peu plus confortable pour les investisseurs dans ces conditions.

Troisièmement, nous essaierons, nous ne pouvons pas y échapper, de procéder à des émissions à long terme. Nous essaierons d'avoir l'appui de nos partenaires, qui nous est nécessaire, qui nous permettra de faire ce retour aux marchés avec plus de réussite.

Je crois que, dans une certaine mesure, ce que l'un de vos collègues a dit il y a peu au sujet des déclarations du Président de l'Eurogroupe, Jean-Claude JUNCKER, est en rapport avec ceci dans la mesure où les pays respectent leur programme, qu'ils les mettent en œuvre et qu'ils ont un certain mérite dans la façon dont ils appliquent les mesures, il faut qu'ils soient soutenus car ils souhaitent retourner sur le marché.

Ceci a déjà commencé avec l'Irlande, qui a procédé à l'application de son programme d'ajustement 6 mois avant le Portugal. Ceci va aussi se vérifier avec le Portugal, j'en suis sûr. Nous prendrons les mesures nécessaires pour rendre possible ce retour sur le marché ».

LE PRÉSIDENT : « J'ai confiance dans le retour sur le marché du Portugal, parce qu'il y a eu un ajustement des mesures de redressement avec un coût social très élevé. Vous me posez la question de savoir si la France pourrait prendre cet exemple. Non, parce que les niveaux de dette ne sont pas comparables, parce que les situations économiques sont différentes. Mais c'est parce que nous voulons éviter d'arriver à ces solutions là qu'il faut prendre le problème le plus rapidement possible et le plus efficacement possible.

Voilà pourquoi nous avons nous-même, en France, réduit notre déficit, maîtrisé notre dette et fait l'effort de compétitivité. Mieux vaut prendre les mesures avant parce que quand on attend trop, elles peuvent être extrêmement douloureuses.

J'ai confiance parce que la zone euro est en train de retrouver sa stabilité, des mesures ont été prises pour soutenir la croissance. Il y a un environnement économique qui va être encore difficile au premier semestre de cette année mais qui peut s'éclaircir vers la fin de l'année. C'est pour cela que nous sommes attentifs à la situation du Portugal, qui a connu une récession en 2012 et qui doit retrouver un début de reprise à la fin de l'année 2013.

Nous avons besoin aussi d'une activité économique en Europe plus forte, parce que si les pays font de la récession, cela a des conséquences sur notre propre croissance et nous l'avons constaté en 2012. Cela vaut également pour l'Allemagne qui a connu une croissance faible en 2012 à cause effectivement d'une demande extérieure qui a été moins forte qu'attendue.

Merci à vous ».